

Décryptage : super-bonus écologique de 5 700€, qui est concerné ?

Paris, le 12 janvier 2026. C'est en ce début janvier qu'est entrée en vigueur la très forte hausse du bonus écologique désormais fixé à 5 700 €. Un signal incitatif fort pour celles et ceux qui souhaitent acquérir un véhicule électrique, que ce soit par souci environnemental, pour réduire la facture en carburant (dont le prix vient d'augmenter au 1er janvier) ou pour échapper à la pression fiscale toujours plus forte sur le thermique (malus CO₂, malus au poids). Mais en réalité, cette augmentation du bonus écologique est un signal plus nuancé qu'il n'y paraît : tous les véhicules électriques ne seront pas éligibles et les critères, encore plus exigeants, excluront certains modèles dès 2027. Or contrairement à une idée répandue, le bonus ne s'applique pas qu'aux particuliers, il concerne également les entreprises. De nombreux arbitrages attendent donc dès à présent les futurs acquéreurs de véhicules électriques. Face à cette situation, Solal Botbol, cofondateur et PDG de Beev (startup française de référence dans le passage des particuliers et des entreprises à la mobilité électrique avec 5 000 clients déjà accompagnés), décrypte aujourd'hui les impacts de ce nouveau bonus, ses enjeux en matière de politique automobile, les modèles gagnants et perdants, et explique comment sécuriser dès aujourd'hui l'avantage financier pour les les particuliers et les entreprises.



Pourquoi cette revalorisation du bonus écologique en 2026 ?

« La revalorisation du bonus écologique en 2026 répond à un double impératif : accélérer la transition et stabiliser le marché. L'État s'aligne sur la trajectoire européenne de réduction des émissions, et les véhicules électriques jouent un rôle clé pour y parvenir. Elle répond aussi au ralentissement observé des ventes de véhicules électriques, notamment chez les particuliers, qui a montré que le soutien financier devait être renforcé pour maintenir la dynamique de ces dernières années. Dans un contexte

où la fiscalité thermique continue de se durcir, ce bonus devient un contrepoids essentiel pour préserver le dynamisme du secteur automobile hexagonal et sécuriser le passage des Français au véhicule électrique. »

Quel est le nouveau montant du bonus écologique ?

« Le nouveau montant du bonus écologique en 2026 atteint jusqu'à 5 700 €, avec des montants dégressifs selon les revenus : 4 700 € pour les ménages modestes non précaires et 3 500 € pour les autres. Le surbonus pour les véhicules dont la batterie est fabriquée en Europe progresse également, entre 1 200 et 2 000 €. Ces aides étant financées via les certificats d'économies d'énergie (CEE), leur montant peut être amené à évoluer selon le cours des CEE et les négociations entre constructeurs et acteurs de l'énergie. Cette augmentation constitue en tout cas un signal fort pour les particuliers et les entreprises souhaitant accélérer leur transition vers l'électrique. »

Les entreprises et professionnels sont-ils concernés ?

« Cette revalorisation concerne bien sûr les particuliers, mais elle va bien au-delà : contrairement aux idées reçues, entreprises et professionnels sont également pleinement éligibles et, en 2026, le dispositif devient même encore plus favorable pour eux. Toutes les profils sont concernés : véhicules de fonction, de service, utilitaires légers, contrats LLD ou LOA, ou encore flottes mixtes en transition. Le bonus s'applique dès la première immatriculation, y compris via un loueur, ce qui est un moyen d'améliorer immédiatement le TCO de sa flotte. Pour beaucoup d'entreprises, cette aide n'est donc pas un simple coup de pouce : elle va déterminer l'arbitrage financier final entre thermique, hybride et électrique. »

Quel est le critère déterminant pour bénéficier du bonus écologique ?

« Le critère déterminant aujourd'hui, c'est l'éco-score. Introduit en 2024 et confirmé pour 2026, il permet de privilégier les véhicules produits en Europe ou intégrant des chaînes d'approvisionnement à faible empreinte carbone. Concrètement, ce filtre pénalise les modèles importés, comme une partie de l'offre chinoise, et il peut aussi affecter certaines versions produites à Shanghai de constructeurs comme Tesla. À l'inverse, il favorise les constructeurs européens tels que Renault, Stellantis, ou Volkswagen, ainsi que les constructeurs étrangers produisant leurs véhicules dans des usines européennes comme Hyundai. Désormais, l'éco-score devient vraiment un critère stratégique : il conditionne l'éligibilité au bonus et hiérarchise clairement les modèles les plus intéressants financièrement. »

Quels sont les modèles de véhicules favorisés par le nouveau bonus ?

« Le nouveau bonus rebat clairement les cartes : ce sont les citadines et compactes produites en Europe qui en sortent gagnantes. Des modèles comme la Citroën ë-C3, la Peugeot e-208 ou la Renault Mégane E-Tech deviennent extrêmement compétitifs grâce à leur excellent rapport qualité/prix et à leur production européenne. Même la Dacia Spring pourrait revenir en force si son éco-score est validé grâce à sa nouvelle filière de production européenne. Dans les SUV, seuls les modèles fabriqués dans l'UE vont rester pleinement éligibles : Tesla Model Y Berlin, Renault Scenic E-Tech, Hyundai Kona ou les Volkswagen ID.4 et Škoda Enyaq. À l'inverse, les SUV importés hors Europe risquent de perdre le bonus et deviennent donc beaucoup moins attractifs. »

Quid des véhicules d'entreprise et utilitaires légers ?

« Les véhicules d'entreprise et les utilitaires légers font clairement partie des grands gagnants du bonus 2026. Pour les métiers opérationnels, des modèles comme les Renault Kangoo et Master E-Tech, les Peugeot e-Partner et e-Expert ou les Citroën ë-Berlingo et ë-Jumpy deviennent particulièrement compétitifs. Ce segment bénéficie non seulement du bonus renforcé, mais aussi d'aides cumulables, notamment pour l'installation de bornes de recharge via le programme ADVENIR.

Résultat : un TCO maîtrisé, un coût d'usage qui baisse fortement et une transition vers l'électrique qui devient beaucoup plus accessible pour les flottes professionnelles. »

Quels impacts concrets pour les entreprises et leurs flottes ?

« Pour les entreprises, l'impact du nouveau bonus est immédiat : il fait baisser le TCO des modèles éligibles, avec des loyers en leasing plus faibles, une meilleure stabilité des valeurs résiduelles et une fiscalité nettement plus avantageuse. À cela s'ajoutent les économies d'usage propres à l'électrique, énergie et maintenance, qui deviennent déterminantes dans un contexte où le thermique continue de se renchérir. Le bonus va aussi réduire la volatilité financière du parc, un point crucial pour les directions financières. Enfin, il va obliger les entreprises à revoir leurs car policies : seuils d'émissions, segmentation des modèles, critères d'éco-score et enveloppes collaborateurs doivent être réactualisés dès à présent. »

Comment s'assurer de bénéficier du bonus écologique en 2026 ?

« Pour sécuriser le bonus en 2026, l'essentiel est d'anticiper. Certains modèles sortiront probablement du dispositif dès 2027, notamment ceux produits hors Europe ou dotés de batteries à forte empreinte carbone : il faut donc identifier dès maintenant les véhicules qui resteront éligibles. L'autre risque, c'est l'effet ciseaux : à chaque revalorisation du bonus, la demande explose, les délais de livraison s'allongent et certains prix catalogue remontent. Plus les particuliers et les professionnels attendent, plus ils s'exposent à des délais et à un coût global plus élevés. L'enjeu, c'est d'acter ses choix le plus tôt possible pour sécuriser l'avantage financier. »

À PROPOS DE BEEV

Fondée en 2020 par Solal Botbol et Chanez Djoudi, Beev est le “one-stop shop de l'électrification” qui accompagne les professionnels, les entreprises, leurs collaborateurs ainsi que les particuliers dans leur passage au véhicule électrique. En combinant une plateforme client en ligne ultra-intuitive avec une assistance humaine via ses 40 experts mobilité, Beev propose une offre intégrée de solutions de mobilité électrique comprenant : le leasing de véhicules électriques à tarifs négociés (avec plus de 250 modèles des plus grandes marques disponibles), l'installation rapide et abordable de bornes de recharge certifiées IRVE (garantie en moins de 10 jours ouvrés par l'un des 350 techniciens certifiés IRVE du réseau Beev présent partout en France) et la gestion opérationnelle ainsi que logicielle des flottes d'entreprise. Avec pour mission d'accélérer la transition énergétique, Beev a déjà facilité le passage au véhicule électrique pour plus de 5 000 clients (92% de clients satisfaits sur +1000 avis Google et Trustpilot) dont de grands comptes tels que Too Good To Go, Danone, Edenred, Veolia, Intersport, Cuisinella, Carrefour, Stuart, Laforêt Immobilier, Accor, Burger King, HolidayInn, TotalEnergies, Tesla, Porsche ou encore Hyundai. Depuis son lancement, Beev a enchaîné avec succès plusieurs levées de fonds (dont une levée de 3M€ en novembre 2023) et est le seul acteur de son écosystème ayant reçu le label Greentech Innovation du Ministère de la Transition Écologique et la certification B Corp. <https://www.beev.co/>